

“L’Union belge, c’est le bal des faux-culs. Aujourd’hui, ses membres le regrettent. Mais ils n’ont surtout rien fait dès l’instant où Bart Verhaeghe a pris le pouvoir de l’Union. Ils ont été priés de la fermer parce que lui était contre le projet de stade national. C’est fini, oui !”

■ En vue des régionales de 2019, Rudi Vervoort tacle Didier Reynders sur ses velléités à peine voilées de prendre la tête de la Région.

Le socialiste revient également sur les allocations à Bruxelles et sur le dossier maudit... du stade national

“Les Bruxellois n’ont pas de leçons à recevoir des Wallons !”

Entretien Alice Dive

Rudi Vervoort (PS) passe à l’offensive. Lors de ses vœux à la presse il y a une dizaine de jours, le ministre-Président de la Région bruxelloise avait notamment plaidé en faveur d’un Pacte d’excellence taillé sur mesure pour les élèves de la capitale. Dans la foulée, son alter ego de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte (PS), avait, dans une carte blanche dans “Le Soir”, souligné les “dangers” d’un tel discours. Rudy Vervoort s’explique.

Vos collègues socialistes Demotte et Madrane ne sont pas favorables à votre proposition. En quoi un tel Pacte d’excellence bruxello-bruxellois s’impose-t-il à vos yeux ?

Que les choses soient claires : mes propos ne visaient pas à interférer dans les affaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles mais bien à répondre au libéral wallon Willy Borsus au sujet des objectifs que doit poursuivre le Pacte d’excellence. L’école ne forme pas seulement des travailleurs. Elle forme aussi des citoyens. L’allongement du tronc commun, prévu par cette réforme, doit être bénéfique pour le plus grand nombre et en gardant à l’esprit ce double objectif. Par ailleurs, je suis convaincu que cet allongement du tronc commun n’est jouable à Bruxelles que s’il est couplé à une série de mesures d’accompagnement : il faut intégrer les enfants dans le milieu scolaire le plus tôt possible, dès l’âge de trois ans. Il faut également dégager plus de moyens dans les écoles les plus difficiles, etc. Sans quoi, les effets du Pacte seront négatifs en matière d’exclusion, de non-inscription et, à terme, de relégation.

Ce constat justifie-t-il une déclinaison spécifique à Bruxelles ? Oui, même si d’autres grandes villes du pays rencontrent le même problème. C’est un phénomène urbain mais qui

est encore plus saillant à Bruxelles car le boom démographique y est plus fort et parce que les flux migratoires influent davantage sur la population scolaire.

Doit-on comprendre que le régionaliste que vous êtes est aussi favorable à la régionalisation de notre enseignement ? Ce débat est, à ce stade, purement académique.

Beaucoup de politiques en parlent pourtant...

La régionalisation de l’enseignement n’est pas un objectif en soi mais quand va-t-on enfin comprendre que la question de l’enseignement à Bruxelles n’est pas un débat entre francophones ! Les Flamands sont aussi dans le paysage bruxellois. Et ils y sont très présents. Il suffit de voir le nombre de places scolaires qu’ils ouvrent chaque année. C’est impressionnant. Mais ils ne le font pas par amour de Bruxelles. Ils le font car ils savent qu’il y a, au travers de leur réseau d’enseignement, un réservoir de main-d’œuvre important, bilingue de surcroît. C’est la raison pour laquelle les Flamands ne régionaliseront jamais l’enseignement. Symboliquement, cela voudrait dire qu’ils abandonnent Bruxelles. Pour le reste, j’ai la faiblesse de croire que je connais un peu Bruxelles. Que l’on ne vienne pas m’expliquer sur un ton paternaliste comment elle fonctionne.

Ce ton paternaliste, vous l’avez pourtant employé vis-à-vis de vos collègues de la Fédération Wallonie-Bruxelles...

Je le répète, je répondais à Willy Borsus. Mais je veux bien entendre que mes propos aient pu venir perturber la discussion intra-Fédération. Je pense en fait qu’il y a une dimension psychologique que mes amis wallons ne perçoivent pas toujours. Prenons le dossier des allocations familiales. Les Wallons ont décidé de ne pas opter pour le basculement entre les enfants nés avant et ceux nés après le 1^{er} janvier 2019. Une fois qu’ils ont adopté leur modèle, j’ai entendu un jour Rudy Demotte déclarer à la radio qu’il serait opportun que Bruxelles fasse la même chose que les Wallons. Les Bruxellois n’ont pas de leçons à recevoir des Wallons ! En ce qui me concerne, je ne me permettrais jamais de dire ce qui est bon pour les Wallons. Pour le reste, le PS bruxellois ne négocie pas avec les mêmes partenaires que le PS wallon. Nous ne

souscrirons donc pas au même modèle que le leur. Point.

Stade national

“L’Union belge, c’est le bal des faux-culs !”

Amertume. Rudi Vervoort ne cache pas son courroux lorsqu’il s’agit d’aborder le dossier, décidément maudit, du stade national. *“Je ne pense plus rien de ce dossier”*, déclare-t-il. En début de semaine, la Région flamande a décidé de ne pas accorder au constructeur Ghelamco le permis de bâtir et d’exploiter un stade national sur le parking C du plateau Heysel. *“Il s’agit à présent d’analyser en profondeur la décision et la motivation de la Région flamande, sachant que Ghelamco semble disposé à revoir son projet. Nous devons également bien garder à l’esprit que le Sporting d’Anderlecht change de main avec Marc Coucke”*. Et le même de s’échauffer : *“J’entends dire que les Bruxellois sont des amateurs qui auraient géré cela n’importe comment. Je rappelle quand même que c’est Kris Peeters qui a signé les papiers pour l’Euro 2020 sur le stade. La Flandre n’était pas dans l’ignorance du projet. Quant à l’Union belge, c’est le bal des faux-culs. Aujourd’hui, ses membres le regrettent. Mais ils n’ont surtout rien fait dès l’instant où Bart Verhaeghe a pris le pouvoir à l’Union. Ils ont été priés de la fermer parce que lui était contre le projet. C’est fini, oui ! Pour le reste, je continue à penser que le parking C sur le plateau du Heysel est l’endroit le plus indiqué pour construire ce stade. Et sauf erreur de ma part, Philippe Close a, lui aussi, toujours eu cette idée dans un coin de la tête. La gare de triage de Schoerbeek ? Je n’y crois pas. Au mieux aurons-nous enlevé quelques rails d’ici 2020...”* **Al. D.**

“La ministre-Présidence bruxelloise a toujours été mon premier choix. Pour Reynders, c’est le dernier”

Lors des vœux de la Fédération bruxelloise du PS à ses militants, Laurette Onkelinx avait menacé le partenaire CDH d'une majorité alternative au parlement régional en cas de blocage au sein de votre gouvernement sur les allocations familiales. Un coup dans l'eau, visiblement...

Ce jour-là, j'ai bien rappelé, de mon côté, que ce scénario n'était pas une option pour moi. Laurette Onkelinx, c'est la voix du parti. Mais le PS pouvait dire tout ce qu'il voulait, c'était non négociable.

En annonçant, en septembre dernier, qu'elle quitterait la vie politique active deux ans plus tard, Laurette Onkelinx n'a-t-elle pas commis une erreur de débutante... en matière de leadership ?

C'est à elle qu'il faut poser la question. Mais pour moi, il est clair que quand je dis que je pars, je pars.

On dit de vos relations qu'elles sont devenues plus que tendues. La faute à l'affaire Mayeur ?

Très clairement. Pour moi, cet épisode est un échec terrible. Nous aurions pu écrire l'histoire autrement. Et il est vrai qu'il y a eu, à mes yeux, une rupture à propos de l'appréciation que faisait Laurette de ce qui se passait autour d'Yvan Mayeur et du Samusocial. Probablement qu'il y a là des raisons liées à des personnalités plus ou moins proches mais, pour moi, c'est le collectif qui doit l'emporter sur le reste.

C'est-à-dire ?

Yvan Mayeur a apporté de bonnes choses à Bruxelles mais être bourgmestre requiert des qualités humaines que tout le monde n'a pas. Comme le fait d'être capable de pacifier les choses. Il y a eu, sous Yvan Mayeur, une telle polarisation entre la Ville et la Région que nous étions arrivés à un point où il fallait arbitrer entre lui et moi. Vous vous imaginez un truc pareil ! L'arrivée de Philippe Close a clairement contribué à réchauffer les relations entre les deux entités. Nos relations sont d'une tout autre nature, c'est certain. Et il n'y a pas de bagarre d'egos entre nous pour savoir qui de nous deux est le premier d'entre les siens.

Vous avez récemment annoncé que vous seriez à la fois tête de liste PS à Evere au prochain scrutin communal, en octobre 2018, et tête de liste à la Région, en mai 2019. Eu égard au débat actuel sur le décumul des mandats, quand comptez-vous choisir, in fine ?

Au lendemain des élections, si je suis élu à la Région, je ne prêterai pas serment comme député. Ce qui ne m'empêchera pas d'être ministre-Président, le cas

échéant. Et si le PS ou moi ne nous retrouvons pas dans la majorité à la Région, je serai bourgmestre d'Evere. Enfin... pour autant que je sois élu bourgmestre.

Présenté comme cela, cela paraît si simple...

Je ne peux pas être plus clair que cela. Allez, voyez au MR. Didier Reynders déclare qu'il n'est pas candidat à la Région bruxelloise mais que, si le MR gagne, il veut tout de même bien la ministre-Présidence. Et encore, il ne le dit jamais en ces termes-là. Il se plaît à le laisser sous-entendre. Il y a quelques jours, on apprenait qu'il ne se présentait pas non plus à Uccle. On sait pourquoi. Tout simplement parce que le clan Michel a gagné là-bas. Cela l'affaiblit. En politique, il y a un principe : on doit être le chef dans son village. Il ne l'est pas.

Et s'il annonce prochainement, par exemple à l'occasion de la fête de l'Iris, qu'il est candidat à la ministre-Présidence de la Région...

Didier ne dira jamais qu'il est candidat à quelque chose, il dit que 'cela pourrait l'intéresser'. Comme il l'a fait avec Uccle. La question de sa candidature à la ministre-Présidence s'est posée il y a cinq ans. Vous avez vu toutes les contorsions qu'il a faites à ce moment-là. La ministre-Présidence de la Région bruxelloise a toujours été mon premier choix. C'est le dernier de Didier. Voilà ce qui nous différencie. Bien sûr, il vous répondra que c'est parce que je ne sais pas en avoir d'autres mais moi, c'est mon choix. La campagne pour les régionales est ouverte.